



## LES EDITOCRATES SONNENT LE CLAIRON DE LA RIGUEUR

De nombreuses causes peuvent être invoquées pour expliquer ce que la majorité des commentateurs appelle la « crise de la dette » : notre propos n'est pas de les discuter. Mais il suffit de mentionner les arguments qui sont généralement absents du débat public pour comprendre comment il est orienté : à sens unique (voir annexe). Plutôt que de retenir que l'État ne s'enrichit pas, on dira qu'il dépense trop. Plutôt que de s'interroger sur l'Union monétaire et sur l'Europe des marchés, on se bornera à revendiquer « plus d'Europe ». L'actuelle crise de la dette est, pour les journalistes vedettes et les éditorialistes multicartes, une aubaine pour reprendre de concert le morceau qu'ils jouent depuis de longues années : écoutons-les et plongeons avec eux.

### Vive la rigueur !

Selon que l'on soit de gauche ou de droite, pour la plupart des médias la rigueur est toujours salutaire...

Ainsi, dès le 30 juillet 2011, *Marianne* fait état d'une « note qui plaide pour la rigueur » au sein du Parti socialiste (PS). Produit par le *think tank* proche du PS Terra Nova, ce rapport est très critique à l'égard de la politique conduite par Nicolas Sarkozy, mais ne s'en distingue guère par ses conclusions... que l'hebdomadaire reprend à son compte : « *il faudra donc affecter toutes les recettes nouvelles à la réduction des déficits et accepter le calendrier européen, quitte à financer les priorités de la gauche par des économies dans d'autres secteurs.* » Un mois plus tard, dans *Challenges* (1er septembre 2011), c'est Jacques Attali qui explique sur quatre pages tout le bien qu'il pense de la rigueur : « *Il ne faut donc pas se battre sur les mots : une politique de rigueur (je préfère nommer de désendettement) est nécessaire.* » On avait compris...

Pour Serge July, dans *Les Inrockuptibles* (16 novembre 2011), cela ne fait pas de doute : il faut une rigueur « *de gauche* ». Il développe : « *La rigueur de gauche sera-t-elle plus rigoureuse et plus européenne que la rigueur de droite ? Dans le contexte exceptionnel de cette campagne, c'est à la fois un risque et une chance.* » Même son de cloche dans *Libération*, 6 décembre 2011 : « *À l'heure où la récession se profile, il ne suffit pas de rassurer les marchés, il faut aussi rassurer les peuples,* explique Vincent Giret. *Ce pourrait être à la gauche d'inventer les conditions d'une relance crédible, tournée vers l'avenir. Une relance indispensable qui ne se ferait pas contre la rigueur mais avec elle.* » Une rigueur de gauche, en somme...

Dans *Le Figaro* (16 août 2011), c'est cette fois Yves de Kerdrel – étalon de mesure de la droite dure – qui encourage le gouvernement à aller plus loin dans ses coupes budgétaires drastiques : « *Mais rien ne pourra se faire de crédible sans une coupe dans les dépenses publiques. D'abord parce que la France dépense trop et mal. Ensuite parce que c'est là où se situent les marges de manœuvre, dans un pays où la pression fiscale décourage déjà le travail et la création de richesses.* » Le chroniqueur sait aussi être une force de proposition : « *Il reste que certaines mesures engagées par Nicolas Sarkozy commencent à montrer leur efficacité. Comme le non-*

*remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Cela permet d'ores et déjà de dégager un milliard d'euros par an. Si cette disposition était aussi appliquée aux fonctionnaires territoriaux et au sein de la Sécurité sociale, un milliard supplémentaire pourrait être économisé.* » Hourra !

Christophe Barbier, dans *L'Express* (4 novembre 2011), fait lui aussi des propositions. L'omniprésent directeur de *L'Express* en est persuadé : « *le bon président est celui qui osera annoncer des mesures précises, douloureuses et efficaces.* » Et il décline alors un programme qui ferait pâlir de jalousie les libéraux les plus droitiers du monde. Ainsi, il soutient « *qu'il faut travailler plus* » et, pour ce faire, « *supprim[er] la cinquième semaine de congés payés.* » Ensuite, il explique que « *si licencier ne devient pas plus facile, embaucher finira par être impossible.* » Il invite le gouvernement à « *retrouver les vertus de la solidarité familiale, et ne plus attendre de "l'État mamma" les soins et les consolations que nous devons prodiguer à nos proches.* » Enfin il veut briser « *le rêve mortifère du "tous fonctionnaires". [...] Dans les ministères comme dans les départements,* explique-t-il, *attendons cinq départs en retraite pour engager un seul fonctionnaire, sous deux conditions : qu'il soit jeune et qualifié.* »

Dans *Le Point* (17 novembre 2011), Claude Imbert va plus loin. Il trouve le gouvernement trop mou et sa politique d'austérité pas assez... austère : « *Pourquoi avoir conservé les funestes 35 heures enrobées d'heures supplémentaires défiscalisées ? Et conservé l'impôt sur la fortune, impôt imbécile, unique au monde, et qu'on enveloppa de la carapace du bouclier fiscal ? Pourquoi minauder sur le mot rigueur ? Cette peur du peuple altère encore le plan d'austérité qu'on lui soumet ces jours-ci. Il va dans la bonne direction, mais en boitant.* »

Nicolas Baverez, quant à lui, s'énerve contre la Grèce, « *qui ne peut rembourser ses dettes et continue à tergiverser en matière de fiscalité et de privatisations.* » Et il accuse les États européens « *qui ont différé les indispensables plans d'austérité jusqu'à les rendre incompatibles avec la croissance.* » (*Le Point*, 15 septembre 2011). Conclusion de Nicolas Beytout, sur RTL (8 novembre 2011) : « *Il reste un gros travail à faire sur la baisse de la dépense publique.* » Ouf !

### Vive les marchés !

Les marchés sont des êtres étranges et invisibles qui ont besoin d'être rassurés. Ils sont d'un naturel anxieux, et l'État doit tout mettre en œuvre pour leur redonner confiance. Alain Minc, sur RTL, le 16 août 2011, explique comment faire : « *Je crois qu'on est désormais dans un nouveau paradigme qui est le suivant : la vertu budgétaire crée la confiance, la confiance crée la consommation et l'investissement créent la croissance. Aujourd'hui, le paradigme c'est : "Vertu budgétaire, confiance, croissance". Et donc, de ce point de vue, les gestes faits pour établir la confiance vis-à-vis des marchés sont le meilleur encouragement à la croissance, bien plus que ne l'était autrefois quelques milliards dépensés.* »

Dans le même esprit, Franz-Oliver Giesbert, dans *Le Point* (23 novembre 2011), défend les angéliques agences de notation et se lance dans un cours d'économie qui ferait pouffer de rire le plus ignare des étudiants de première année de sciences économiques : « *Il y a quelque chose de pathétique, pour ne pas dire plus, à entendre nos politiciens dénoncer les agences de notation, comme si c'étaient elles, et non leur propre incurie et leur propre laxisme, qui nous avaient conduits dans le mur, après trente ans de bêtises, de folies et d'imprévoyance, où l'on a vécu au-dessus de nos moyens, au nom d'un keynésianisme pour cours élémentaire.* »

À la lecture du *Figaro* (23 août 2011), on n'est pas étonné d'apprendre que le gouvernement a raison de vouloir rassurer « les marchés » : « *Quel que soit le chiffre retenu par le gouvernement – qui devrait vraisemblablement davantage s'approcher des 2 % –, celui-ci veut en tout cas que les marchés*

soient convaincus de la vertu budgétaire qu'il compte instaurer. Une étape nécessaire vers le retour à la confiance. »

Et Nicolas Demorand découvre en 2011 ce que les économistes hétérodoxes – qu'il n'a jamais invités sur France Inter – ont toujours dit : « *Au schéma fondateur de la démocratie succède désormais une nouvelle organisation des forces, brutale : un nouveau pouvoir, économique, sans contre-pouvoir capable de le limiter ni même de le réguler, domine tous les autres et dicte sa loi.* » (*Libération*, 7 décembre 2011). Il n'est jamais trop tard...

## Es lebe Europa !

Si les plans de rigueur et l'appel aux marchés ne font pas toujours l'unanimité dans les médias, il est un sujet qui ne fait guère débat : l'Europe. Et qui plus est : l'Europe version germanique. Dans les grandes lignes, et en substance, voici ce que préconisent la plupart des commentateurs : l'Europe est presque parfaite, il convient toutefois de corriger ses rares faiblesses en augmentant son poids dans le contrôle des États membres, et – pourquoi pas ? – de calquer son modèle sur celui de l'Allemagne.

D'ailleurs, pour Nicolas Demorand, la crise des dettes publiques a du bon : « *La bonne nouvelle, c'est que, pour une fois, l'Europe sera au cœur de la campagne présidentielle. Non pas, comme d'habitude, pour y faire souffler le vent vif de la démagogie anti-bruxelloise qui a toujours caractérisé la vie politique française, avec un plus ou moins grand raffinement selon les partis* » (*Libération*, 30 novembre 2011). C'est vrai qu'une critique de la construction européenne telle qu'elle se fait est forcément et assurément « *de la démagogie anti-bruxelloise* ». N'est-ce pas un peu démagogue que de le penser ?

Puis le directeur de *Libération* ajoute que « *sont dérisoires, à ce stade, les querelles théologiques qui secouent le couple franco-allemand sur le rôle dévolu à la BCE [Banque centrale européenne] et aux formes de vertu à développer, à l'avenir, pour éviter que de nouvelles crises se déploient alors que personne n'a la moindre idée pour arrêter celle qui dévaste maintenant l'économie.* » Ces querelles sont-elles si dérisoires, puisque ce sont bien les règles du jeu économique qui sont au cœur de l'amplification de la crise ? Et si Nicolas Demorand n'a pas « *la moindre idée* » pour stopper cette crise, c'est peut-être parce qu'il a trop lu les livres de Daniel Cohen (conseiller de la Banque Lazard et invité permanent des matinales de France Inter lorsque Demorand en était l'animateur)... ou qu'il se contente des « analyses » de Jean Quatremer, correspondant de *Libération* à Bruxelles, un « briseur de tabous » auto-proclamé dont les analyses économiques sont aussi subversives qu'un éditorial de *Challenges*.

Pour Nicolas Baverez, c'est inéluctable, « *la France doit accompagner le revirement de l'Allemagne, en cessant de plaider absurdement contre la recapitalisation des banques et en assumant une politique de rigueur qui est seule conforme à l'intérêt national comme à celui de l'Europe* » (13 octobre 2011). Dans *Libération* (6 décembre 2011) d'ailleurs, on s'enthousiasme devant le compromis trouvé entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel : « *l'accord arraché hier soir entre Paris et Berlin contient quelques bonnes nouvelles.* » Parmi lesquelles on trouve le fait que « *la France a accepté davantage d'intégration budgétaire* », ou encore que la France a « *fait entendre à l'Allemagne que l'usage mécanique de la sanction ne pouvait tenir lieu de politique.* » À n'en pas douter, l'Europe est sur la bonne voie. Ce point de vue est partagé par *Le Monde* (10 décembre 2011) : « *le sommet de Bruxelles a tracé les grandes lignes d'une meilleure gouvernance budgétaire de la zone euro. C'est bien. Ce n'est pas suffisant.* »

De son côté, Franz-Olivier Giesbert déclare sa flamme à l'un des artisans de cette Europe : « *S'ils étaient honnêtes, ses contempteurs de droite ou de gauche reconnaîtraient maintenant que Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, puis de la Banque centrale européenne, avait raison*

*sur toute la ligne quand il dénonçait la mauvaise pente qui nous a menés là où nous en sommes aujourd'hui, plombés par la dette et les déficits* » (*Le Point*, 23 novembre 2011). Giesbert n'est pas précis : Trichet avait raison sur quel point ? Celui de maintenir l'euro fort (avec pour conséquences une croissance en berne, une fuite des capitaux et une hausse du taux de chômage) ? Celui de soutenir que la BCE ne devait pas prêter aux États (avec pour conséquence l'accroissement de la dette des pays obligés de faire appel aux marchés financiers) ? Ou celui de maintenir son modeste salaire de 30 000 € par mois alors qu'il affirmait qu'augmenter les salaires en Europe « *serait la dernière bêtise à faire* » (*Europe 1*, 20 février 2011) ?

\*\*\*

« *La vérité fut longtemps, chez nous, la grande absente du débat public. Le peuple [...] sanctionne dans les urnes les téméraires, les Mendès, les Barre. Il vote avec ses pieds, dans la grève ou la rue, contre des évidences partout ailleurs reconnues.* » Ces quelques mots de Claude Imbert (*Le Point*, 17 novembre 2011) résument avec justesse ce que pensent du peuple la plupart des commentateurs et éditorialistes qui pérorent partout dans les médias depuis plusieurs décennies : le peuple est con. Et il est con, parce qu'il est le peuple. Ces omniprésents journalistes que nous citons dans cet article ne sont pas les journalistes mais ils occupent le devant de la scène, et la crise de la dette exacerbe leurs positions et fige leurs opinions. C'est un parfait révélateur de l'état des médias...

**Mathias Reymond**, le 12 décembre 2011

**Annexe** : Parmi les causes que l'on peut invoquer, certaines sont très inégalement présentes dans le débat public : - la disparition, dans les années 70, confirmée par le traité de Maastricht (1992), de la politique monétaire expansionniste (de type keynésienne) qui consistait pour l'État à emprunter auprès de sa banque centrale pour financer le déficit, et à s'autoriser une relative inflation, afin « *d'exproprier les rentiers* », comme disait John Maynard Keynes. Aujourd'hui l'emprunt se fait auprès des marchés financiers, et l'inflation tourne autour de 2 % ;

- l'appauvrissement de l'État (pas assez de recettes fiscales pour financer les dépenses) aggravé par les cadeaux fiscaux de Nicolas Sarkozy aux catégories les plus aisées ; - le taux de croissance faible : pas assez de production, donc pas assez de salaires, donc pas assez de consommation, et donc... pas assez de recettes pour l'État.

Si le dernier point fait l'unanimité un peu partout dans les médias et dans le champ politique, les deux premiers ont été très longtemps évincés des débats.

---

## ACRIMED : LA CRITIQUE DES MEDIAS... EN ACTES !

Née du mouvement social de novembre-décembre 1995, Acrimed (Action-Critique-Médias) est une association qui réunit chercheurs et universitaires, journalistes et salariés des médias, acteurs et militants du mouvement social. Elle porte une critique des médias indépendante, rigoureuse et sans complaisance, prenant le mal à la racine : une critique radicale.

Pourquoi une association ? Pour mener collectivement les indispensables combats pour transformer l'ordre médiatique existant.

Pour y participer, nous soutenir, nous lire, nous contacter, vous informer sur les activités de l'association, rendez-vous sur le site :

[WWW.ACRIMED.ORG](http://WWW.ACRIMED.ORG)

**SI UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE, D'AUTRES MÉDIAS LE SONT AUSSI. MAIS POUR QU'UN AUTRE MONDE SOIT POSSIBLE, D'AUTRES MÉDIAS SONT NÉCESSAIRES.**